

Évolutions monétaires à la Martinique au 31 mars 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Les principaux indicateurs conjoncturels témoignent d'une nouvelle amélioration de l'économie mondiale au cours du premier trimestre 2013, malgré la persistance de nombreux signes de fragilité. Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,25 % en 2013, après 3,2 % en 2012. L'activité des pays émergents continuerait de s'accélérer, tandis que les pays avancés connaîtraient des rythmes d'évolution divergents. Aux Etats-Unis, la croissance atteindrait 1,9 %, soutenue par une demande privée vigoureuse, alors que, dans la zone euro, l'activité se contracterait de 0,3 %.

D'après les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro s'est replié de 0,2 % au cours du premier trimestre 2013, pénalisé par la consommation des ménages et l'investissement privé. La France a connu une baisse similaire, alors que le PIB allemand a légèrement progressé sur 3 mois (+0,1 %).

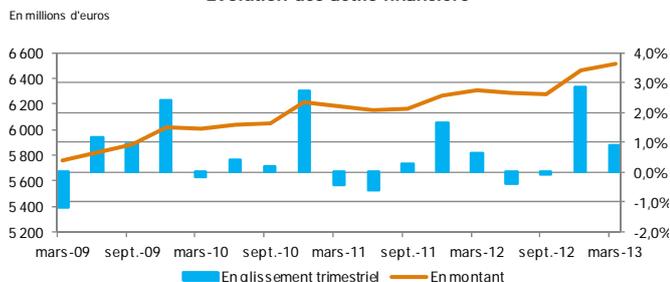
Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé, lors de sa réunion du 2 mai 2013, d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,5 %, ainsi que celui de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1 %. Le taux de la facilité de dépôt est demeuré inchangé à 0 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que « les risques entourant les perspectives économiques dans la zone euro demeurent orientés à la baisse », soulignant « la possibilité d'une demande intérieure et d'une demande mondiale encore plus faibles que prévu ».

ACTIVITÉ BANCAIRE STABLE AU PREMIER TRIMESTRE À LA MARTINIQUE

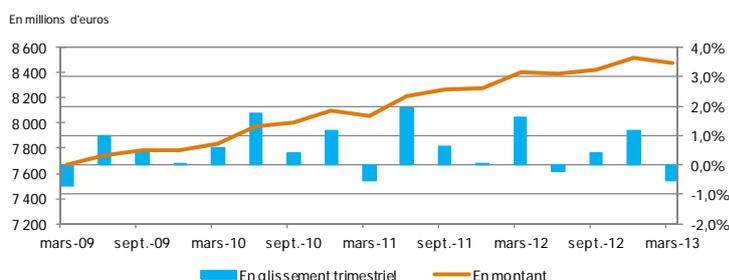
Au premier trimestre 2013, dans un contexte économique défavorable, l'**encours sain de crédits** stagne à 7,9 milliards d'euros (-0,1 % sur le trimestre et +0,5 % sur un an). L'encours de crédits des entreprises et des ménages se contracte respectivement de 1,2 % et de 1,6 %, alors que celui des collectivités locales et des autres agents est en hausse respective de 4,2 % et de 9,7 %.

Les **actifs financiers** continuent de progresser, à un rythme toutefois modéré. A 6,5 milliards d'euros au 31 mars (+0,9 % sur le trimestre et +3,3 % sur l'année), ils sont en progression pour toutes les catégories de placements. En revanche, par agent, les avoirs des entreprises sont en repli (-1,1 %), alors que ceux des ménages et des autres agents économiques demeurent orientés à la hausse (respectivement de 0,7 % et 10,0 %). Plus particulièrement pour les ménages, l'épargne à long terme bénéficie d'un intérêt confirmé pour l'assurance-vie.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



STAGNATION DES ENCOURS DE CRÉDITS

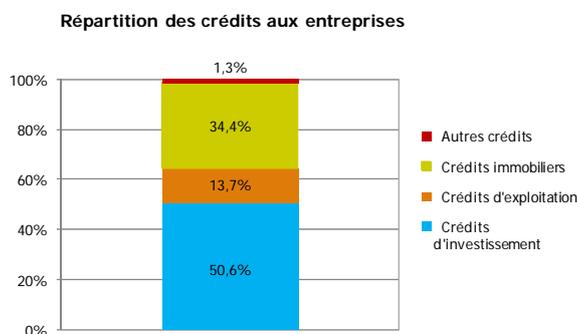
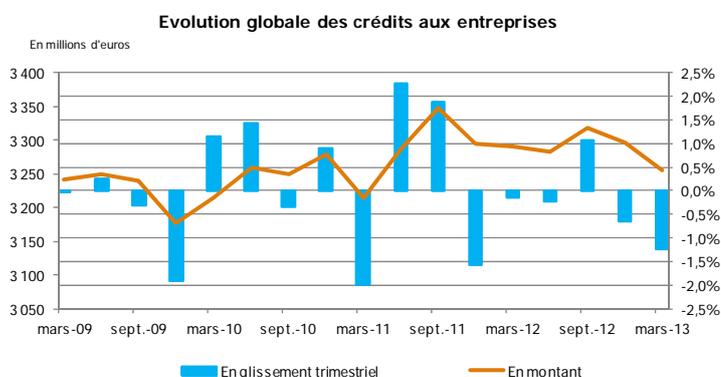
Au 31 mars 2013, l'encours sain de crédits stagne à 7,9 milliards d'euros (-9 millions d'euros, soit -0,1 % sur le trimestre et +0,5 % sur l'année). Cette évolution est notamment liée à la titrisation de crédits à l'habitat par un établissement de crédit local.

Recul des crédits aux entreprises

L'encours sain de crédits aux entreprises s'élève à 3,3 milliards d'euros (41 % de l'encours sain global). Il est en retrait pour le deuxième trimestre consécutif (-41 millions d'euros, soit -1,2 % sur le trimestre et -1,1 % sur un an), en raison de la baisse tant des crédits d'exploitation que et des crédits à long terme (investissement et immobilier).

A 0,4 milliard, les **crédits d'exploitation** sont de nouveau en retrait (-25 millions d'euros, soit -5,3 %), après avoir connu un pic au troisième trimestre 2012. Ils se situent à un niveau proche de celui d'il y a un an. Cette évolution est en lien avec la baisse des crédits de trésorerie (-17 millions d'euros, soit -9,9 %) et, dans une moindre mesure, avec celle de l'affacturage (-9 millions d'euros, soit -21,9 %) et des comptes ordinaires débiteurs (-3 millions d'euros, soit -1,3 %).

Les **crédits d'investissement** se contractent à 1,6 milliard d'euros (-11 millions d'euros, soit -0,6 % sur le trimestre). L'encours des entrepreneurs individuels est en retrait sensible par rapport à son niveau d'il y a un an (-49 millions d'euros, soit -38,2 % sur l'année). Les **crédits immobiliers** sont également en repli à 1,1 milliard d'euros (-6 millions d'euros, soit -0,6 % sur le trimestre).

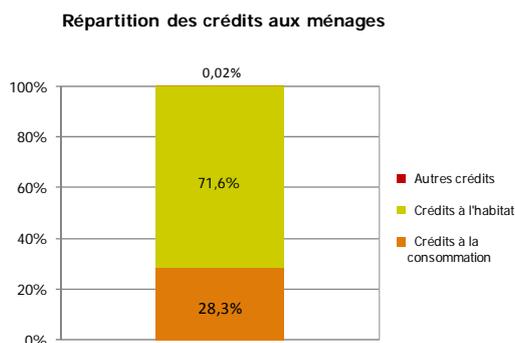
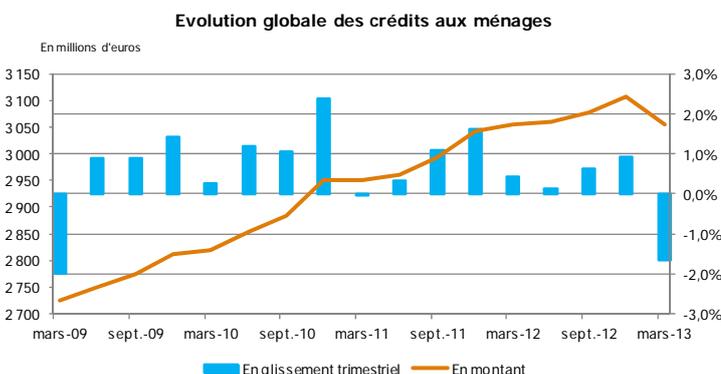


Tassement des crédits aux ménages

L'encours sain de crédits aux ménages est en repli au premier trimestre (-51 millions d'euros, soit -1,6 % sur trois mois et stabilité sur un an). Il représente 3,1 milliards d'euros (39 % de l'encours sain global). Cette évolution tient pour l'essentiel à l'arrivée à échéance de crédits à l'habitat titrisés pour un établissement local (-45 millions d'euros). Abstraction faite de cette particularité, l'encours des crédits aux ménages stagne (-6 millions d'euros, soit -0,2 % sur le trimestre).

Les **crédits à l'habitat** s'élèvent à 2,2 milliards d'euros (-33 millions d'euros, soit -1,5 %). Hors l'impact des crédits titrisés, leur encours reste orienté à la hausse (+12 millions d'euros, soit +0,5 %).

En revanche, l'évolution des **crédits à la consommation** s'inscrit dans la tendance baissière observée depuis le début de l'année 2012, avec un nouveau recul au premier trimestre (-17 millions d'euros, soit -2,0 %) à 0,9 milliard d'euros.



Dynamisme des crédits aux collectivités locales

L'encours des crédits aux collectivités locales s'élève à 1,2 milliard d'euros (15 % de l'encours sain global). Constitué essentiellement de crédits d'investissement (97,9 %), il poursuit sa progression (+49 millions d'euros, soit +4,2 % sur le trimestre et +8,1 % sur un an).

Baisse de l'encours douteux global, mais hausse pour les établissements locaux

Les **créances douteuses brutes** représentent globalement 556 millions d'euros (-35 millions d'euros sur le trimestre, soit -6,0 %). Le taux de créances douteuses ressort à 6,6 % de l'encours brut (contre 6,9 % fin 2012). Cette amélioration tient au reclassement en encours sain, par un établissement de crédit non installé localement, d'une partie de son encours précédemment classé en douteux (49 millions d'euros). Pour les seuls établissements de crédit installés localement, les créances douteuses brutes s'élèvent à 533 millions d'euros (+20 millions d'euros sur le trimestre, soit +4,0 %) et le taux de créances douteuses représente 6,9 % de l'encours (contre 6,6 % au précédent trimestre).

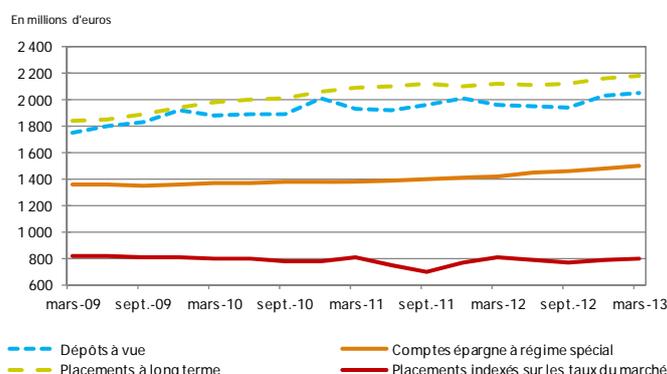
PROGRESSION DES ACTIFS FINANCIERS

A 6,5 milliards d'euros au 31 mars 2013, les actifs financiers détenus par les agents économiques martiniquais sont en hausse (+57 millions d'euros, soit +0,9 % sur le trimestre et + 3,3 % sur un an).

Cette croissance concerne toutes les maturités de produits et plus particulièrement les **placements liquides ou à court terme** (+21 millions d'euros, soit +0,9 %), suivis de **l'épargne à long terme** (+20 millions d'euros, soit +0,9 %) et des **dépôts à vue** (+17 millions d'euros, soit +0,8 %).

S'agissant des agents économiques, les avoirs des entreprises se contractent, alors que ceux des ménages et des autres agents continuent de progresser.

Evolution des principales composantes des actifs financiers



Croissance de l'épargne des ménages

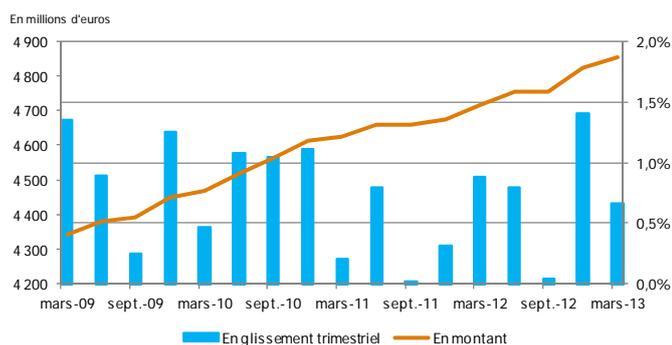
Au cours du premier trimestre, les placements des ménages poursuivent leur progression (+32 millions d'euros, soit +0,7 %). Ils représentent 4,9 milliards d'euros au 31 mars (74 % de l'ensemble des actifs et +2,9 % sur l'année). Cette orientation confirme la prudence des ménages dans une conjoncture économique défavorable. Le niveau de consommation plus contenu favorise le renforcement de l'épargne.

Les **dépôts à vue** des ménages sont en légère hausse (+5 millions d'euros, soit +0,4 %).

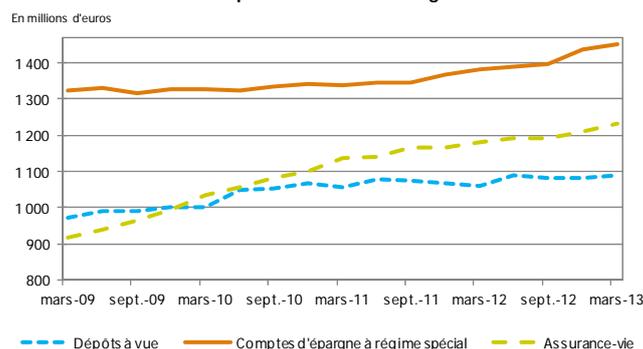
Il en est de même des **placements liquides ou à court terme** (+9 millions d'euros, soit +0,5 %), soutenus par les comptes d'épargne à régime spécial. Ces derniers (+15 millions d'euros, soit +1,0 %) bénéficient de la croissance de l'encours des **livrets A et bleus** (+17 millions d'euros, soit +3,1 %) et de l'encours des **livrets de développement durable** (+10 millions d'euros, soit +6,1 %), malgré la baisse de leur rémunération à compter du 1^{er} février 2013. A l'inverse, l'encours des placements indexés sur les taux de marché continue de se contracter (-6 millions d'euros, soit -2,7 %).

L'**épargne à long terme** progresse également (+18 millions d'euros, soit +0,9 %), en lien avec la hausse de l'assurance-vie.

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



Repli des actifs des entreprises

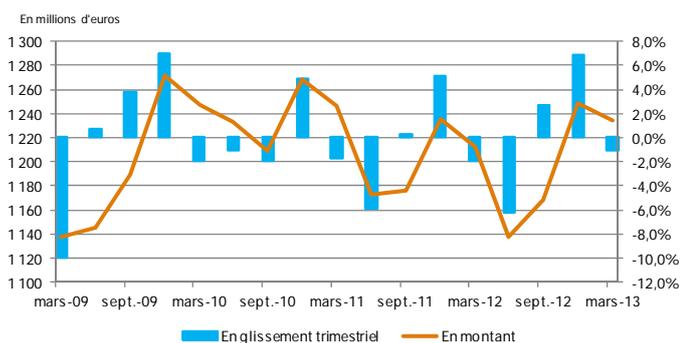
A 1,2 milliard d'euros (soit 19 % de l'ensemble des actifs) au 31 mars 2013, les actifs détenus par les entreprises sont en repli (-13 millions d'euros, soit -1,1 % sur le trimestre et +1,8 % sur un an).

Les **dépôts à vue** sont en recul (-5 millions d'euros, soit -0,7 %), après la hausse sensible du précédent trimestre.

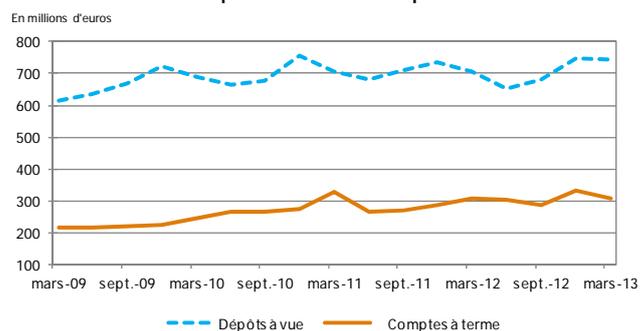
Les **placements liquides ou à court terme** se contractent (-11 millions d'euros, soit -2,5 %), sous l'effet contradictoire de la baisse des **comptes à terme** (-28 millions d'euros, soit -8,3 %) et des **certificats de dépôt** (-4 millions d'euros, soit -52,1 %) et de la nouvelle hausse des **OPCVM monétaires** (+20 millions d'euros, soit +19,5 %).

L'épargne à long terme est, pour sa part, en progression (+3 millions d'euros, soit +5,5 %), tirée par les **OPCVM non monétaires** (+3 millions d'euros, soit +15,7 %).

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



Hausse sensible des placements des autres agents

Les actifs financiers détenus par les autres agents s'élèvent à 428 millions d'euros (7 % des actifs). Ils progressent sensiblement au premier trimestre (+39 millions d'euros, soit +10,0 % sur le trimestre, +12,6 % sur un an). L'essentiel de la hausse porte sur les **comptes créditeurs à terme** (+21 millions d'euros, soit +24,4 %) et les **dépôts à vue** (+17 millions d'euros, soit +8,6 %).

MÉTHODOLOGIE

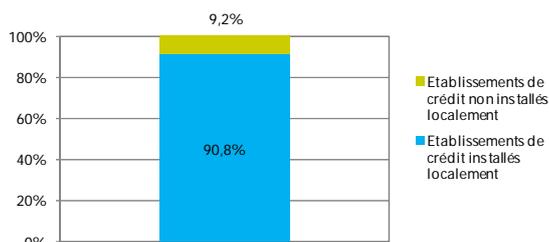
- L'ensemble des données concernant les encours sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements de crédit installés localement, dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement, dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne à long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas ceux relatifs aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

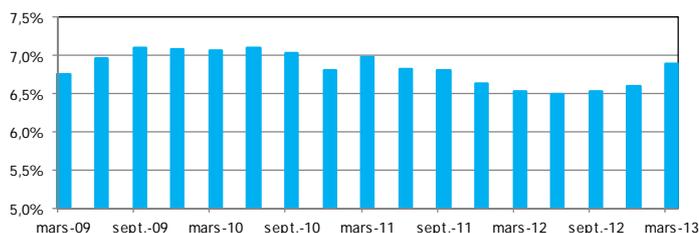
Les crédits à l'économie

	Montant en millions d'euros								Variations en %	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 an	1 trim
Entreprises										
Crédits d'exploitation	430,7	399,2	383,4	443,1	492,6	513,2	471,8	447,0	0,9%	-5,3%
<i>Créances commerciales</i>	16,0	26,6	17,7	23,0	22,8	28,6	20,0	24,0	4,5%	20,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	225,2	168,3	189,2	178,7	190,4	178,8	169,1	152,3	-14,7%	-9,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	60,3	54,1	49,5	44,9	44,2	43,9	44,6	42,9	-4,5%	-3,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	153,5	162,5	138,4	211,1	253,0	277,3	242,5	239,3	13,4%	-1,3%
<i>Affacturation</i>	36,0	41,9	38,1	30,5	26,5	28,7	40,2	31,4	2,8%	-21,9%
Crédits d'investissement	1 698,2	1 707,9	1 694,3	1 697,6	1 636,8	1 635,2	1 657,2	1 646,5	-3,0%	-0,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 481,2	1 510,0	1 480,1	1 513,9	1 460,0	1 453,0	1 472,2	1 459,5	-3,6%	-0,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	91,6	92,9	125,8	128,7	85,9	82,8	81,5	79,6	-38,2%	-2,3%
<i>Crédit-bail</i>	217,0	197,9	214,3	183,8	176,7	182,2	185,0	187,0	1,8%	1,1%
Crédits immobiliers	1 077,1	1 079,1	1 106,2	1 104,6	1 108,8	1 127,5	1 127,1	1 120,6	1,4%	-0,6%
Autres crédits	35,1	28,0	29,5	45,2	45,0	42,2	40,2	41,4	-8,3%	3,0%
Encours sain	3 241,1	3 214,2	3 213,4	3 290,4	3 283,2	3 318,1	3 296,3	3 255,5	-1,1%	-1,2%
Ménages										
Crédits à la consommation	899,1	906,4	901,4	898,8	888,3	884,8	882,7	865,4	-3,7%	-2,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	819,9	824,7	814,6	808,3	800,1	795,0	799,1	782,9	-3,1%	-2,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	42,7	42,8	47,3	50,7	49,6	51,7	47,9	48,4	-4,5%	1,0%
<i>Crédit-bail</i>	36,5	38,9	39,5	39,8	38,7	38,2	35,7	34,1	-14,2%	-4,4%
Crédits à l'habitat	1 824,4	1 912,7	2 047,9	2 155,6	2 169,2	2 192,3	2 222,0	2 188,8	1,5%	-1,5%
Autres crédits	1,0	0,6	2,4	1,3	2,2	1,2	1,7	1,1	-18,7%	-37,1%
Encours sain	2 724,5	2 819,7	2 951,7	3 055,8	3 059,8	3 078,3	3 106,5	3 055,3	0,0%	-1,6%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	10,2	22,6	25,4	49,9	31,3	25,8	21,3	21,6	-56,8%	1,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	8,3	20,5	23,3	44,8	28,6	10,9	17,7	19,6	-56,3%	10,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,0	2,1	2,1	5,2	2,7	14,9	3,6	2,0	-61,7%	-44,6%
Crédits d'investissement	994,3	1 025,4	1 032,5	1 079,9	1 120,8	1 099,4	1 150,0	1 198,6	11,0%	4,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	994,0	1 025,1	1 032,0	1 079,5	1 120,5	1 099,2	1 149,8	1 198,4	11,0%	4,2%
Autres crédits	2,8	2,3	2,0	2,5	3,0	3,7	3,6	3,6	44,0%	0,0%
Encours sain	1 007,4	1 050,3	1 059,8	1 132,3	1 155,0	1 128,9	1 174,8	1 223,7	8,1%	4,2%
Autres agents										
Encours sain	217,8	234,5	298,8	404,3	371,3	375,5	353,7	388,0	-4,0%	9,7%
TOTAL										
Encours sain	7 190,7	7 318,6	7 523,8	7 882,8	7 869,3	7 900,9	7 931,2	7 922,5	0,5%	-0,1%
<i>dont ECNIL</i>	767,6	793,1	823,1	809,6	768,1	783,8	689,4	730,0	-9,8%	5,9%
Créances douteuses brutes	476,6	516,3	535,8	523,8	519,4	522,8	591,6	556,3	6,2%	-6,0%
<i>dont ECIL</i>	450,6	480,1	503,2	494,7	492,1	496,3	512,4	532,7	7,7%	4,0%
Créances douteuses nettes	192,3	204,4	217,5	214,9	239,0	217,2	290,7	248,5	15,6%	-14,5%
<i>dont entreprises</i>	123,5	146,9	145,2	149,4	164,7	141,3	151,3	155,0	3,7%	2,4%
<i>dont ménages</i>	63,5	52,7	54,0	60,3	67,0	62,6	64,4	68,8	14,1%	6,8%
Provisions	284,3	311,8	318,3	309,0	280,4	305,6	300,9	307,8	-0,4%	2,3%
Encours total	7667,3	7834,9	8059,6	8406,6	8388,7	8423,7	8522,8	8478,8	0,9%	-0,5%
<i>Taux de créances douteuses</i>	6,2%	6,6%	6,6%	6,2%	6,2%	6,2%	6,9%	6,6%	0,4 pt	-0,3 pt
<i>dont ECIL</i>	6,6%	6,9%	7,0%	6,5%	6,5%	6,5%	6,6%	6,9%	0,4 pt	0,3 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	59,7%	60,4%	59,4%	59,0%	54,0%	58,5%	50,9%	55,3%	-3,7 pts	-4,4 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations en %	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	1137,3	1247,0	1246,2	1212,5	1137,7	1168,3	1248,2	1234,8	1,8%	-1,1%
Dépôts à vue	616,5	690,4	707,9	704,4	652,8	681,1	747,3	742,3	5,4%	-0,7%
Placements liquides ou à court terme	470,0	498,3	485,0	457,1	436,3	437,5	450,2	438,9	-4,0%	-2,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	15,1	10,1	7,1	5,0	18,3	30,4	5,5	6,0	18,9%	8,2%
Placements indexés sur les taux de marché	454,8	488,1	477,9	452,1	418,0	407,1	444,6	432,9	-4,2%	-2,6%
<i>dont comptes à terme</i>	216,2	245,2	329,4	306,1	304,7	286,7	333,4	305,8	-0,1%	-8,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	178,7	195,1	94,4	117,2	94,4	93,4	103,1	123,3	5,1%	19,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	59,3	47,3	53,6	28,3	18,6	26,6	7,8	3,8	-86,7%	-52,1%
Epargne à long terme	50,8	58,3	53,4	51,0	48,6	49,7	50,8	53,6	5,1%	5,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	13,3	33,0	29,0	18,4	16,7	16,2	16,7	19,3	5,1%	15,7%
Ménages	4342,7	4468,1	4623,2	4716,1	4753,3	4755,2	4821,7	4853,4	2,9%	0,7%
Dépôts à vue	973,4	1 002,6	1 054,4	1 060,6	1 088,2	1 081,1	1 083,5	1 088,3	2,6%	0,4%
Placements liquides ou à court terme	1 592,2	1 548,7	1 552,4	1 608,2	1 624,7	1 627,5	1 664,8	1 673,8	4,1%	0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 321,8	1 327,4	1 338,6	1 381,4	1 390,2	1 395,7	1 437,7	1 452,8	5,2%	1,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	497,1	498,9	501,3	514,1	515,6	520,7	511,3	506,0	-1,6%	-1,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	464,1	466,0	490,2	522,5	528,2	530,4	560,3	577,5	10,5%	3,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	16,3	15,1	14,6	14,1	14,1	13,9	14,0	13,5	-4,5%	-3,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	84,1	77,3	69,7	64,3	64,4	63,8	63,8	58,1	-9,6%	-9,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	136,5	138,8	140,8	143,8	144,9	144,3	166,3	176,4	22,7%	6,1%
<i>dont comptes d'épargne-logement</i>	123,8	131,4	122,0	122,6	123,0	122,7	122,1	121,4	-1,0%	-0,6%
Placements indexés sur les taux de marché	270,4	221,3	213,9	226,8	234,5	231,8	227,0	221,0	-2,6%	-2,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	206,6	178,7	180,2	200,4	209,5	207,9	204,4	200,0	-0,2%	-2,1%
<i>dont bons de caisse</i>	2,0	1,8	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,5	-5,5%	-1,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	61,8	40,8	32,1	24,8	23,5	22,3	21,1	19,5	-21,5%	-7,8%
Epargne à long terme	1 777,2	1 916,7	2 016,3	2 047,2	2 040,4	2 046,6	2 073,5	2 091,3	2,2%	0,9%
<i>dont plans d'épargne-logement</i>	519,9	513,6	531,3	533,4	531,5	529,4	538,5	537,1	0,7%	-0,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	89,1	83,3	75,6	67,8	66,6	65,7	65,6	64,3	-5,1%	-1,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,6	4,9	4,2	4,0	4,5	4,7	4,9	4,6	14,8%	-6,2%
<i>dont actions</i>	58,9	68,7	71,7	62,9	60,9	61,1	61,5	61,6	-2,1%	0,1%
<i>dont obligations</i>	105,4	118,2	120,9	133,9	127,5	135,7	134,9	133,6	-0,2%	-1,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	79,8	94,0	74,6	63,2	59,6	59,5	58,7	58,5	-7,5%	-0,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	918,4	1 034,0	1 138,0	1 182,1	1 189,9	1 190,5	1 209,4	1 231,7	4,2%	1,8%
Autres agents	277,0	296,7	317,6	380,1	393,1	357,1	389,1	428,0	12,6%	10,0%
Dépôts à vue	152,6	180,5	162,6	196,9	204,8	175,7	198,9	215,9	9,6%	8,6%
Placements liquides ou à court terme	117,8	109,7	136,9	161,5	166,5	158,3	155,2	178,1	10,3%	14,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	24,0	27,9	27,6	31,0	33,8	33,5	36,6	36,8	18,7%	0,6%
Placements indexés sur les taux de marché	93,8	81,8	109,2	130,5	132,7	124,8	118,6	141,3	8,3%	19,1%
<i>dont comptes à terme</i>	50,7	49,4	82,0	87,3	88,9	87,3	85,0	105,7	21,0%	24,4%
Epargne à long terme	6,6	6,5	18,1	21,7	21,8	23,1	35,0	34,0	57,0%	-2,9%
Total actifs financiers	5 757,0	6 011,8	6 187,0	6 308,7	6 284,2	6 280,6	6 459,0	6 516,2	3,3%	0,9%
Dépôts à vue	1742,6	1873,5	1925,0	1962,0	1945,8	1937,9	2029,6	2046,5	4,3%	0,8%
Placements liquides ou à court terme	2179,9	2156,7	2174,2	2226,8	2227,6	2223,4	2270,1	2290,7	2,9%	0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 360,9	1 365,4	1 373,3	1 417,4	1 442,3	1 459,7	1 479,8	1 495,6	5,5%	1,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	513,9	516,7	520,2	537,3	544,7	554,9	538,2	532,4	-0,9%	-1,1%
<i>dont livrets A et bleus</i>	484,8	484,8	505,9	535,5	551,0	560,0	575,3	593,5	10,8%	3,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	16,3	15,1	14,6	14,1	14,1	13,9	14,0	13,5	-4,5%	-3,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	84,1	77,3	69,7	64,3	64,4	63,8	63,8	58,1	-9,6%	-9,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	136,5	138,8	140,8	143,8	144,9	144,4	166,4	176,5	22,7%	6,1%
<i>dont comptes d'épargne-logement</i>	123,8	131,4	122,1	122,6	123,0	122,7	122,2	121,4	-1,0%	-0,6%
Placements indexés sur les taux de marché	819,0	791,3	801,0	809,4	785,3	763,7	790,3	795,2	-1,8%	0,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	473,4	473,3	591,5	593,8	603,1	582,0	622,7	611,5	3,0%	-1,8%
<i>dont bons de caisse</i>	11,0	9,0	10,7	10,3	6,6	3,4	2,3	2,3	-77,8%	-0,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	59,3	47,3	53,6	28,3	18,6	26,6	7,8	3,8	-86,7%	-52,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	275,3	261,6	145,2	177,0	157,0	151,7	157,4	177,6	0,4%	12,8%
Epargne à long terme	1834,6	1981,6	2087,8	2119,9	2110,8	2119,3	2159,3	2178,9	2,8%	0,9%
<i>dont plans d'épargne-logement</i>	519,9	513,6	531,6	533,6	531,8	529,6	538,8	537,3	0,7%	-0,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	89,1	83,3	75,6	67,8	66,7	65,7	65,6	64,4	-5,1%	-1,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,6	4,9	4,2	4,0	4,5	4,7	4,9	4,6	14,8%	-6,2%
<i>dont actions</i>	64,0	74,9	78,2	68,9	66,6	67,0	68,3	68,4	-0,7%	0,2%
<i>dont obligations</i>	143,0	142,6	144,3	166,2	159,1	169,6	181,1	179,8	8,2%	-0,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	94,5	128,3	114,4	93,6	88,5	88,4	87,4	89,9	-4,0%	2,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	918,4	1 034,0	1 139,6	1 185,8	1 193,6	1 194,3	1 213,1	1 234,5	4,1%	1,8%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : juin 2013